

MESSAGE N° 280 *20 septembre 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à
l'acquisition de la parcelle article 7036 du registre
foncier de la commune de Fribourg, propriété de
la Banque Cantonale de Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition de la parcelle article 7036 du registre foncier de la commune de Fribourg, propriété de la Banque Cantonale de Fribourg (BCF) et située à la Route des Arsenaux à Fribourg.

Ce message comprend les chapitres suivants:

- 1. L'état foncier**
- 2. Les études de planification urbaine**
- 3. Le concours d'architecture**
- 4. Le plan d'aménagement de détail (PAD)**
- 5. Les intérêts et avantages de cette acquisition pour l'état**
- 6. Le crédit d'engagement demandé**
- 7. Conclusion**

1. L'ÉTAT FONCIER

Le site des Arsenaux s'étend du quartier d'habitation récemment construit appelé «Quartet» avec sa tour «Soprano» jusqu'au marchand de cycles et motos Vuichard SA à côté du passage du Cardinal (plan de situation en annexe).

Il totalise une surface de 26 340 m², répartie sur quatre parcelles:

- L'article N° 7106, propriété de l'Etat de Fribourg, 14 847 m²
- L'article N° 7036, propriété de la BCF (acheté à la Fonderie de Fribourg), 6590 m²
- L'article N° 7037, propriété de la société immobilière Arsenaux Immobilier SA, 3933 m²
- L'article N° 7038, propriété des CFF avec un DDP en faveur de Vuichard SA, 970 m².

Il est bordé au nord-est par la Route des Arsenaux et au sud-ouest par les voies CFF et TPF (ancienne voie industrielle). Selon le PAL de la Ville de Fribourg, il est affecté en zone à urbaniser par un plan d'aménagement de détail.

2. LES ÉTUDES DE PLANIFICATION URBAINE

De 2008 à 2009, la commune de Fribourg, responsable de l'aménagement de son territoire, et l'Etat de Fribourg, par le Service des bâtiments, propriétaire majoritaire et intéressé par le développement du site, ont décidé avec l'accord des autres propriétaires, de procéder à une étude urbanistique portant sur le site des Arsenaux. Le mode choisi était la commande de projets selon la procédure de mandats d'études parallèles à plusieurs bureaux d'urbanisme et d'architecture. L'objectif de cette démarche était de définir le caractère urbanistique du lieu (idées d'aménagement), en lien avec la ville, et de disposer les différents types de fonctions correspondant aux besoins des partenaires concernés. Successivement à cette démarche,

un PAD réglementant l'ensemble de l'aménagement du secteur a été établi et est en phase de demande préalable auprès des services.

Dans le cadre de la procédure de mandats d'études parallèles (MEP), le collège d'experts a choisi parmi six projets présentés celui du bureau d'architectes Bakker & Blanc à Lausanne, et a adressé aux maîtres d'ouvrage la recommandation de poursuivre les études du PAD avec les auteurs du projet lauréat. Ce projet prévoit d'implanter les constructions d'utilité publique (écoles, musées, etc.) sur la parcelle propriété de l'Etat de Fribourg et de disposer sur les autres parcelles des immeubles dont l'affectation est partagée entre des logements, des surfaces administratives et des surfaces de commerce. La Ville de Fribourg tout comme les propriétaires ont manifesté une volonté claire de panachage des fonctions sur le site afin d'assurer une vie urbaine de qualité.

3. LE CONCOURS D'ARCHITECTURE

Afin de répondre au besoin en locaux de la HEF-TS et la HEdS-FR, l'Etat de Fribourg par le Service des bâtiments a organisé un concours de projets sur la base du programme des locaux approuvé par le Conseil d'Etat et selon les directives d'aménagement issues de la procédure de mandats d'études parallèles. Sur 54 projets présentés, le jury a choisi celui du bureau d'architecture Armon Semadeni de Zurich. Le message N° 243 accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude a été adopté par le Grand Conseil durant la session de juin 2011.

4. LE PLAN D'AMÉNAGEMENT DE DÉTAIL (PAD)

Un groupe de travail formé de représentants de la Ville de Fribourg et des propriétaires concernés a été constitué dans le but d'établir un PAD sur le secteur des Arsenaux. A cet effet, des mandats ont été attribués au bureau Bakker & Blanc et à d'autres bureaux d'ingénieurs spécialisés pour présenter un projet de PAD comprenant un dossier de plans, le règlement, le rapport explicatif avec ses annexes et la notice d'impact sur l'environnement. Ce projet est à ce jour en phase de demande préalable auprès des services de l'Etat et sa mise à l'enquête publique suivra. Les honoraires liés aux prestations des mandataires ainsi que les frais sont répartis selon une clé de répartition tenant compte des surfaces de parcelles et des surfaces pouvant être construites.

5. LES INTÉRÊTS ET AVANTAGES DE CETTE ACQUISITION POUR L'ÉTAT

Comme déjà mentionné plus haut, l'Etat pourra réaliser sur la parcelle de l'arsenal les immeubles dont ses unités administratives ont besoin. En plus des Ecoles de santé et de travail social, une réserve est prévue pour une extension future des écoles ou pour d'autres besoins dans les domaines de l'enseignement et de la formation. Un autre secteur est attribué à une crèche et une partie de la parcelle comprenant le bâtiment servant aujourd'hui de dépôt et mis sous protection servira à des activités culturelles, comme pour la délocalisation du Musée d'histoire naturelle.

En revanche sur les autres parcelles, il sera possible de construire des immeubles dont l'affectation sera mixte entre du logement, de l'administratif et du commercial.

La Banque Cantonale de Fribourg (BCF), propriétaire de l'article N° 7036, a été plusieurs fois abordée par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions dans le cadre de négociations en vue d'acquiescer cette parcelle. Par courrier du 25 janvier 2010, la Direction de la BCF confirmait le prix de vente définitif de 6 920 000 francs duquel une indemnité forfaitaire de l'ECAB de 95 000 francs sera déduite. Le prix de vente était donc de 1036 francs par m². Ce prix est jugé trop élevé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions pour justifier un achat, mais correspond aux prix du marché pour des terrains affectés pour des logements, des surfaces administratives ou commerciales.

Comme il n'appartient pas à l'Etat de Fribourg de construire des logements, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions accompagnée du Trésorier d'Etat a rencontré les représentants de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF) pour savoir si un intérêt pouvait naître d'une collaboration dans une construction mixte, la CPPEF construisant les surfaces affectées en logements et l'Etat de Fribourg, les surfaces administratives. Par courrier du 31 août 2010, la CPPEF nous communiquait son désintérêt suite à une première étude démontrant une insuffisance de rendement.

Consciente cependant de l'intérêt que les surfaces administratives peuvent constituer à cet endroit pour satisfaire aux besoins des services de l'Etat, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions par le Service des bâtiments a établi une étude sur les possibilités d'attribution d'une partie de ces surfaces selon les demandes en locaux des services de l'Etat.

Tout d'abord, le projet de mise en valeur du site prévoit dans son étape finale la démolition du bâtiment de l'arsenal. Il faudra donc reloger le Service de la protection de la population et des affaires militaires. Ensuite, l'Etat de Fribourg loue dans le quartier de Pérolles, entre la gare et le Plateau de Pérolles, plus de 4000 m² de surfaces de bureaux. Dans le cadre de la politique immobilière qu'il entend mener et avec le potentiel de constructions du site des Arsenaux, l'Etat aurait une opportunité de devenir propriétaire de nouveaux locaux et de rendre à l'habitat les différentes surfaces qu'il occupe actuellement dans le quartier. De plus, ce site répond également aux objectifs du développement économique dans le cadre de la politique foncière active de l'Etat.

6. LE CRÉDIT D'ENGAGEMENT DEMANDÉ

Après un examen attentif de la situation et en fonction de la politique immobilière que l'Etat de Fribourg mène actuellement, le Conseil d'Etat est convaincu que l'Etat doit acquiescer cette parcelle. Suite aux dernières négociations entre les parties, le prix de transaction s'élève à 6 350 000 francs duquel il faut retrancher le montant de 95 000 francs qui sera versé par l'ECAB en dédommagement de l'incendie des bâtiments. Le prix du terrain est donc de 949 francs par m². Compte tenu de l'affectation future des terrains selon le PAD en procédure de consultation auprès des services de l'Etat, à savoir environ 60% pour des surfaces administratives et 40% pour de l'habitation, ce prix correspond au marché immobilier local.

A ces conditions s'ajoute que le transfert de propriété devrait avoir lieu au 31 décembre 2011. Le paiement de cette acquisition se fera valeur 31 décembre 2011. Cet achat portant sur un terrain, en application de la loi sur les finances et de son règlement d'exécution, la dépense ne sera pas amortie.

Il faut encore signaler que la part des frais d'études relative aux prestations du PAD représente un montant de 117 767 fr 45. Ce montant sera pris en charge par la BCF.

Ce crédit d'engagement ne sera pas soumis au referendum financier car il n'atteint ni la limite du referendum financier obligatoire ni celle du referendum financier facultatif.

Enfin, compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

7. CONCLUSION

L'acquisition de ce bâtiment s'inscrit tout à fait dans les objectifs de la politique immobilière de l'Etat. Elle permettra notamment d'y aménager des locaux dont les services de l'Etat ont besoin. Le Conseil d'Etat vous invite à adopter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 280 *20. September 2011* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb von Artikel 7036 des Grundbuchs der Gemeinde Freiburg, der Eigentum der Freiburger Kantonalbank ist**

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über den Erwerb von Artikel 7036 des Grundbuchs der Gemeinde Freiburg an der Route des Arsenaux in Freiburg, der Eigentum der Freiburger Kantonalbank (FKB) ist.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. **Situation des Areals**
2. **Stadtplanungsstudien**
3. **Architekturwettbewerb**
4. **Detailbebauungsplan (DBP)**
5. **Nutzen für den Staat**
6. **Verlangter Verpflichtungskredit**
7. **Schlussfolgerung**

1. SITUATION DES AREALS

Das Areal des ehemaligen Zeughauses erstreckt sich vom kürzlich gebauten, «Quartet» genannten Wohnquartier mit dem «Soprano»-Turm bis zum Velo- und Motorradhändler Vuichard SA neben der Passage du Cardinal (Situationsplan beiliegend).

Es umfasst eine Gesamtfläche von 26 340 m², aufgeteilt in vier Parzellen:

- Art. Nr. 7106, Eigentum des Staats Freiburg, 14 847 m²
- Art. Nr. 7036, Eigentum der FKB (von der Fonderie de Fribourg gekauft), 6590 m²
- Art. Nr. 7037, Eigentum der Immobiliengesellschaft Arsenaux Immobilier SA, 3933 m²
- Art. Nr. 7038, Eigentum der SBB mit einem selbstständigen und dauernden Baurecht zugunsten von Vuichard SA, 970 m².

Es grenzt im Nordosten an die Route des Arsenaux und im Südwesten an die Gleise der SBB und der TPF (altes Industriegeleise). Gemäss dem OP der Stadt Freiburg ist es der durch einen Detailbebauungsplan zu erschliessenden Zone zugewiesen.

2. STADTPLANUNGSSTUDIEN

Von 2008 bis 2009 haben die für die Ortsplanung zuständige Gemeinde Freiburg und der Staat Freiburg über das Hochbauamt als an der Entwicklung des Areals interessierter Mehrheitseigentümer im Einvernehmen mit den übrigen Eigentümern beschlossen, eine Stadtplanungsstudie für das Areal des ehemaligen Zeughauses durchführen zu lassen. Hierfür wurden Studienaufträge an mehrere Stadtplanungs- und Architekturbüros vergeben. Zweck dieses Vorgehens war, den städtebaulichen Charakter des Orts (Gestaltungsideen) in Verbindung zur Stadt sowie die verschiedenen Funktionsarten, die den Bedürfnissen der betroffenen Partner entsprechen, festzulegen. Darauf wurde ein DBP erstellt, der die gesamte Gestaltung des Sektors reglementiert und derzeit von den Ämtern des Staats vorgeprüft wird.

Im Rahmen der Studienaufträge hat das Expertenkollegium unter sechs Projekten dasjenige der Architekturbüros Bakker & Blanc in Lausanne gewählt und der Bauherrenschaft empfohlen, die Studien des DBP mit den Autoren des ausgezeichneten Projekts weiter zu verfolgen. Dieses Projekt sieht auf der Parzelle im Eigentum des Staats Freiburg gemeinnützige Bauten (Schulen, Museen usw.) und auf den anderen Parzellen Gebäude mit Wohn-, Verwaltungs- und Geschäftsräumlichkeiten vor. Die Stadt Freiburg sowie sämtliche Eigentümer haben den klaren Willen zur Mischung der Funktionen im Areal ausgedrückt, um ein Stadtleben von hoher Qualität sicherzustellen.

3. ARCHITEKTURWETTBEWERB

Um die Raumbedürfnisse der FHF-S und der HfG-FR zu erfüllen, hat der Staat Freiburg über das Hochbauamt einen Projektwettbewerb auf der Basis des vom Staatsrat genehmigten Raumprogramms und gemäss den aus den Studienaufträgen hervorgegangenen Gestaltungsrichtlinien durchführen lassen. Von den 54 eingereichten Projekten hat die Jury dasjenige des Architekturbüros Armon Semadeni in Zürich gewählt. Der Grosse Rat nahm in der Junisession 2011 den Dekretsentwurf über einen Planungskredit (Botschaft Nr. 243) an.

4. DETAILBEBAUUNGSPLAN (DBP)

Es wurde eine aus Vertretern der Stadt Freiburg und der betroffenen Eigentümer bestehende Arbeitsgruppe mit dem Ziel der Erstellung eines DBP für das Areal des ehemaligen Zeughauses gebildet. Zu diesem Zweck wurden dem Büro Bakker & Blanc und anderen spezialisierten Ingenieurbüros Aufträge für die Unterbreitung eines DBP-Projekts mit einem Plandossier, einem Reglement, einem erläuternden Bericht mit seinen Anhängen und einem Umweltverträglichkeitsbericht erteilt. Dieses Projekt wird gegenwärtig von den Ämtern des Staats vorgeprüft, bevor dann die öffentliche Planaufgabe folgt. Die mit den Leistungen der Beauftragten verbundenen Honorare sowie die Nebenkosten werden nach einem Verteilungsschlüssel unter Berücksichtigung der Flächen der Parzellen und der bebaubaren Flächen aufgeteilt.

5. NUTZEN FÜR DEN STAAT

Wie weiter oben bereits erwähnt, kann der Staat auf dem Areal des ehemaligen Zeughauses Gebäude errichten, für die seine Verwaltungseinheiten Bedarf haben. Zusätzlich zu den Schulen für Gesundheit und soziale Arbeit ist eine Reserve für eine spätere Erweiterung der Schulen oder andere Bedürfnisse auf den Gebieten Schulung und Ausbildung vorgesehen. Ein weiterer Sektor ist einer Kinderkrippe zugewiesen, und ein Teil der Parzelle mit einem Gebäude, das heute als Lager dient und unter Schutz gestellt ist, wird kulturellen Aktivitäten dienen, wie zum Beispiel für den Umzug des Naturhistorischen Museums.

Auf den anderen Parzellen wird es möglich sein, Gebäude mit gemischter Nutzung zwischen Wohnung, Verwaltung und Geschäft zu bauen.

Die Freiburger Kantonalbank (FKB) als Eigentümerin des Art. Nr. 7036 ist im Rahmen von Verhandlungen im Hinblick auf den Erwerb dieser Parzelle schon mehrmals von der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion angesprochen worden. Mit Schreiben vom 25. Januar 2010 bestätigte die Direktion der FKB den definitiven Verkaufspreis von 6 920 000 Franken, von dem eine Pauschalentschädigung der KGV von 95 000 Franken in Abzug gebracht wird. Somit beträgt dieser Verkaufspreis 1036 Franken pro m². Dieser Preis wird von der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion als zu hoch erachtet, um einen Kauf zu rechtfertigen, entspricht jedoch dem Marktpreis für Grundstücke für Wohnungen bzw. Verwaltungs- oder Geschäftsflächen.

Da es nicht Sache des Staats Freiburg ist, Wohnungen zu bauen, hat die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion zusammen mit dem Staatsschatzverwalter Vertreter der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg (PKSPF) getroffen, um abzuklären, ob eine Zusammenarbeit für einen gemischten Bau von Nutzen sein könnte, indem die PKSPF die dem Wohnbereich zugeordneten Flächen bebauen würde, und der Staat die Verwaltungsflächen. Mit Schreiben vom 31. August 2010 teilte die PKSPF nach einer ersten Studie, aus der eine ungenügende Rendite hervorging, mit, dass sie kein Interesse habe.

Da es aber äusserst interessant sein könnte, an diesem Ort über Räumlichkeiten für die Staatsverwaltung zu verfügen, hat die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion über das Hochbauamt eine Studie über die Möglichkeiten

einer Zuordnung eines Teils dieser Flächen gemäss den Raumbedürfnissen der Ämter des Staats erstellt.

Zum einen sieht das Projekt für die Aufwertung des Areals in seiner Schlussetappe den Abbruch des Gebäudes des ehemaligen Zeughauses vor. Deshalb muss das Amt für Bevölkerungsschutz und Militär verlegt werden. Zum anderen mietet der Staat Freiburg im Pérolles-Quartier zwischen dem Bahnhof und der Pérolles-Ebene mehr als 4000 m² Büroflächen. Des Weiteren hätte der Staat im Rahmen seiner Immobilienpolitik und angesichts des Baupotenzials dieses Areals die Möglichkeit, Eigentümer der Räumlichkeiten zu werden und die verschiedenen gegenwärtig im Quartier belegten Flächen Wohnzwecken zu übergeben. Nicht zuletzt kann mit diesem Areal zudem die im Rahmen der kantonalen Bodenpolitik angestrebte wirtschaftliche Entwicklung verfolgt werden.

6. VERLANGTER VERPFLICHTUNGSKREDIT

Nach einer genauen Prüfung der Situation und in Anbetracht der Immobilienpolitik des Staats Freiburg ist der Staatsrat überzeugt, dass der Staat diese Parzelle kaufen sollte. Nach den letzten Verhandlungen zwischen den Parteien beläuft sich der Transaktionspreis auf 6 350 000 Franken, wovon 95 000 Franken, die die KGV als Entschädigung für den Brand des Gebäudes überweisen wird, in Abzug zu bringen sind. Der Bodenpreis beträgt somit 949 Franken pro m². Angesichts der zukünftigen Nutzung des Areals laut DBP (60% für Verwaltungsflächen und 40% für Wohnungen), das gegenwärtig von den staatlichen Stellen vorgeprüft wird, entspricht dieser Preis dem örtlichen Immobilienmarkt.

Hinzu kommt, dass die Eigentumsübertragung am 31. Dezember 2011 erfolgen soll. Die Zahlung wird ent-

sprechend mit Valuta 31. Dezember 2011 verbucht werden. Da der Gegenstand dieses Kaufs ein Grundstück ist, wird gemäss Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates und dessen Ausführungsreglement keine Abschreibung vorgenommen.

Abschliessend sei noch darauf hingewiesen, dass der Teil der Kosten für die Studien in Bezug auf die Leistungen des DBP 117 767.45 Franken betragen. Dieser Betrag wird von der FKB übernommen.

Dieser Verpflichtungskredit ist Gegenstand eines Dekrets, das nicht dem Finanzreferendum untersteht, weil weder die Grenze für ein obligatorisches noch für ein fakultatives Finanzreferendum erreicht wird.

Hingegen muss das Dekret aufgrund der Höhe der Kosten und gestützt auf Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 nicht bloss von der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sondern von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden (qualifiziertes Mehr).

Das vorgeschlagene Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

7. SCHLUSSFOLGERUNG

Der Erwerb dieses Gebäudes ist ganz im Sinne der Immobilienpolitik des Staats. Damit können namentlich die Räumlichkeiten eingerichtet werden, die die staatlichen Dienststellen benötigen. Der Staatsrat ersucht Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

PLAN DE SITUATION

COMMUNE: FRIBOURG

Plan	56
Echelle	1:2000
Date	30 août 2011
Coordonnées Y:577'950 X:182'950	
Diffusion	008/11.01.01/000
Réduction du plan cadastral	1:500

Article:	Propriétaire:	Surface:
7036	Banque Cantonale de Fribourg, Fribourg	6'590 m ²
7037	Arsenaux Immobilier SA, Montreux	3'933 m ²
7038	Chemins de fer fédéraux suisses CFF, Berne	970 m ²
7106	Etat de Fribourg, Fribourg	14'847 m ²
(7586) DDP	Vuichard SA, Fribourg (droit de superficie pour 970 m ²)	



Pascal Bongard SA
Réf. 6992_ps_2000 / CA

Ingénieur géomètre officiel Rue du Botzet 3 1700 Fribourg
Tél 026 424 97 51 Fax 026 424 97 73 E-mail admin@geobongard.ch

Décret

du

**relatif à l'acquisition de la parcelle article 7036
du registre foncier de la commune de Fribourg,
propriété de la Banque Cantonale de Fribourg**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 20 septembre 2011;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

L'acquisition par l'Etat de Fribourg de la parcelle article 7036 du registre foncier de la commune de Fribourg est approuvée.

Art. 2

Le coût total de l'acquisition s'élève à 6 350 000 francs.

Art. 3

Un crédit d'engagement de 6 350 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de cette acquisition.

Art. 4

Le paiement de cette acquisition sera comptabilisée sous la rubrique BATI-3850/5040.001 «Achats d'immeubles». Le transfert de propriété se fera le 31 décembre 2011.

Art. 5

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Dekret

vom

**über den Erwerb von Artikel 7036
des Grundbuchs der Gemeinde Freiburg,
der Eigentum der Freiburger Kantonalbank ist**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 20. September 2011;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Erwerb von Artikel 7036 des Grundbuchs der Gemeinde Freiburg durch den Staat Freiburg wird gutgeheissen.

Art. 2

Die Gesamtkosten für den Liegenschaftserwerb betragen 6 350 000 Franken.

Art. 3

Für diesen Erwerb wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 6 350 000 Franken eröffnet.

Art. 4

Die Zahlung wird unter der Kostenstelle BATI-3850/5040.001 «Liegenschaftskäufe» verbucht. Die Eigentumsübertragung erfolgt am 31. Dezember 2011.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.